RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DES LANDES - 3E CIRCONSCRIPTION



Elections Législatives du 12 Mars 1978

Jean-Marie COMMENAY

Député sortant - Maire de SAINT-SEVER

Soutenu par la Majorité - CDS - PR - RPR
l'Entente Républicaine et Radicale du Sud-Ouest (ERRSO)

Chères Électrices, Chers Électeurs,

Voici les principes directeurs de mon action politique :

DÉMOCRATE, parce que ce système est le garant de l'indispensable pluralisme de la société, aux plans économique, politique et philosophique.

LIBÉRAL, attaché aux valeurs de la civilisation rationaliste et chrétienne de l'Occident, je veux préserver l'éminente dignité de l'homme contre le marxisme.

SOCIAL, j'entends que la société émancipe les mal-aimés de la croissance économique par une redistribution plus équitable du revenu national. Vivant au milieu du peuple, je sais que l'œuvre à accomplir est encore importante.

MON ACTION AU PARLEMENT

Depuis 1958, j'ai siégé au groupe centriste de l'Assemblée Nationale. De 1973 à 1977, j'ai été apparenté au groupe des réformateurs centristes, démocra es sociaux présidé par Max LEJEUNE ancien Ministre de Léon BLUM. Une cinquantaine d'interventions à la tribune du Palais Bourbon sur les grands sujets d'intérêt national (Défense, Affaires Étrangères, Agriculture, Santé publique etc...) sont le témoignage éclatant de mon action.

Libre de mes votes, j'ai soutenu en conscience, les Gouvernements de MM. Jacques CHIRAC et Raymond BARRE ; dans les domaines où les initiatives de l'exécutif m'ont paru insuffisantes ou mal adaptées, j'ai exercé librement mon droit de critique ou mes réserves.

MES PROPOSITIONS POUR L'AVENIR

1° STABILITÉ DES INSTITUTIONS

Attaché aux institutions de la Ve République et à la stabilité qu'elles nous procurent, j'estime que les pouvoirs et le rôle du Président de la République ne sauraient être remis en cause.

2° POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DÉFENSE NATIONALE

Notre diplomatie et notre défense doivent garantir notre **indépendance nationale.** Il faut poursuivre la modernisation de notre **force de dissuasion** (marine, aviation, missiles) et de **nos forces terrestres** tout en demeurant fidèles à nos alliances traditionnelles.

Nous devons poursuivre la construction de l'Europe confédérale de manière à maintenir notre cohésion nationale ; nous pourrons ainsi préserver nos légitimes intérêts au sein de la C.E.E. particulièrement en ce qui concerne l'agriculture.

3° POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le gouvernement de demain devra manifester une grande détermination face aux lourdes hypothèques qui grèvent notre avenir :

1) **Le pétrole et les matières premières**
2) **La dévaluation du Dollar**
3) **La concurrence industrielle du Tiers Monde**

J'adhère aux objectifs d'action développés à BLOIS par Raymond BARRE, mais j'estime que pour résoudre le difficile problème d'une reprise étendue de la production, le ralentissement de l'inflation et d'une diminution sensible du chômage, il faut encore :

Une relance des investissements productifs et l'organisation de recherches systématiques pour les énergies nouvelles.

Une économie concertée et contractuelle.

a) **Concertée**, le Gouvernement devrait chaque année organiser des réunions de travail avec les professions agricoles, artisanales et commerciales, avec les salariés et les cadres.

b) **Contractuelle** par les contrats professionnels entre producteurs et distributeurs ou transformateurs.

c) **Une économie orientée vers l'emploi.**

La lutte contre le chômage **notamment celui des jeunes** qui constitue un grand handicap social doit être **menée avec énergie.**

Par le **maintien à plus long terme des mesures** prises en faveur des petites et moyennes entreprises qui créent des emplois pour les jeunes (abattement des charges sociales).

Par la création d'un office Régional pour le premier emploi des jeunes (cf. proposition du Nouveau Contrat Social que j'ai contresignée).

Par le développement de l'enseignement alterné, tantôt théorique, tantôt pratique, au moyen de stages réguliers dans les usines, les ateliers, les bureaux ou les exploitations agricoles. Ces stages seraient organisés entre les écoles, l'Université et les entreprises.

Par une restauration de l'esprit d'entreprise, il faut encourager et soutenir **les petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'artisanat, du commerce et des professions libérales.** C'est ainsi que nous maintiendrons dans nos petites villes une armature solide, appuyée sur **les classes moyennes,** élément essentiel de l'équilibre de notre pays.

Par une participation du **budget de l'Etat au financement du régime général de la Sécurité Sociale** (réduction des contributions patronales et ouvrières dans les industries occupant beaucoup de main-d'œuvre - cf. proposition de loi du Nouveau Contrat Social n° 3419 que j'ai contresignée).

4° POLITIQUE AGRICOLE

Il faut préserver **l'exploitation familiale à responsabilité personnelle,** articulée sur des **équipements collectifs de** stockage et de transformation.

Il faut obtenir de la C.E.E. des **prix plus rémunérateurs pour nos paysans.**

Il faut réviser et moderniser la loi sur l'indemnisation **des calamités agricoles.**

IL NOUS FAUT UN ÉTAT JUSTE ET FORT

UN ÉTAT JUSTE Répartissant harmonieusement les ressources, les chances et les responsabilités.

LES RESSOURCES

Il faut harmoniser, les retraites en fonction du coût de la vie.

Concernant l'indispensable revalorisation du SMIC il ne s'agit pas de profiter des actions à entreprendre dans ce domaine pour justifier une augmentation générale des revenus salariaux. Dans les circonstances actuelles, la lutte contre les inégalités demande **la concentration des moyens sur les cas des plus défavorisés. Il faut en la matière une action progressive évitant la relance des tensions inflationnistes** ; à terme, il faudrait envisager un S.M.I.C. indexé sur les prix mais bénéficiant d'un taux de croissance réel supérieur à celui du revenu national français.

Il faut mettre en place une **véritable politique de la famille** conforme aux vœux de l' Union Nationale des Associations Familiales. A cet égard, les français doivent prendre conscience de ce que le **déclin démographique** qui nous affecte va entraîner dans les prochaines années un fâcheux désiquilibre des **régimes** de retraite.

Il faut une répartition plus équitable **des impôts entre l'Etat et les collectivités locales** (départements et communes).

LES CHANCES

Il faut réhabiliter les chances des **métiers manuels** par rapport aux carrières intellectuelles, développer le **travail à mi-temps** des mères de famille pour leur permettre d'accomplir dans l'équilibre leur vie professionnelle et leur rôle de mère.

LES RESPONSABILITÉS

Au sein des entreprises, l'unité de direction doit être sauvegardée ; en revanche plusieurs séries de mesure pourraient être offertes notamment par :

la participation progressive des cadres et des salariés à la marche de l'entreprise, dans la mesure où cette participation correspond à une volonté commune et authentique de développer l'entreprise.

la diminution progressive de l'âge de la retraite surtout pour les activités les plus pénibles.

UN ÉTAT FORT

L'Etat doit être respecté, les Ministres doivent seuls concevoir, exprimer et contrôler leur politique. Les Cabinets et les techniciens financiers ne doivent en aucun cas se substituer à eux pour gouverner. Il faut faire reculer l'omnipotence du Ministère des Finances et de la technocratie.

L'Etat doit affirmer son indépendance à l'égard des groupes de pression financiers et économiques pour mieux arbitrer dans l'équité et la justice.

Le pouvoir doit décentraliser son action au profit des régions, des départements et des communes.

Il faut enfin que dans la Société libérale, l'Etat soit le gardien des libertés au noble sens du mot, c'est-à-dire qu'il en prévienne les abus sans en paralyser leur exercice. Pour y parvenir, l'Etat se devra **de restaurer le civisme,** l'enseigner et le faire respecter afin de contrecarrer la **subversion et la violence.**

MON ACTION AU CONSEIL RÉGIONAL : VIVRE EN SUD-OUEST

Au Conseil Régional d'Aquitaine, j'ai été chargé de présenter d'importants rapports, tels **celui sur le VII° plan, sur la situation économique, l'emploi, et sur les Villes Moyennes Régionales.**

J'ai pu faire admettre AIRE, HAGETMAU et SAINT-SEVER comme candidates au contrat de ville moyenne régionale.

J'ai fait prévaloir au Consiel Régional l'idée qu'entre le pôle bordelais et l'axe BAYONNE LACQ PAU, il convenait de vivifier les **Pays de l'Adour.**

L'aménagement de cette zone doit être fondé,

sur un réseau structuré de zone urbaines légères **industrialisées,**

articulées sur des zones **rurales** vivantes, accessibles au tourisme Intérieur dont les agriculteurs doivent garder la maîtrise.

MON ACTION AU PLAN DE LA CIRCONSCRIPTION

J'ai apporté ma contribution au développement de l'industrie et au **maintien de l'emploi notamment** à AIRE, HAGETMAU, RION-DES-LANDES et SAINT-SEVER.

J'ai appuyé avec succès auprès de divers Ministères les demandes d'équipements collectifs (H.L.M., Maison de Retraite, Hôpitaux), Equipements divers, Aménagement de vallées (GABAS - ADOUR et BAHUS - LOUTS et LUY).

L'AGRICULTURE de qualité est le fondement même de notre développement (foies gras, Armagnac, vins du Tursan et de Chalosse, fruits, volailles de qualité etc...). Le pouvoir central doit nous garantir à cet égard contre les importations à trop bas prix (cf. Hongrie, Israël, Espagne etc...) afin de garantir scrupuleusement le **revenu de nos agriculteurs.**

En matière de chasses traditionnelles, j'ai été votre défenseur vigilant au Conseil Régional, j'ai fait adopter un amendement ainsi conçu :

« Affirme que la substance et l'application des directives européennes concernant la protection des espèces animales doivent être entendues dans le maintien des chasses traditionnelles propres à notre région depuis des siècles ».

J'ai transmis par question écrite ce texte au Ministère de l'Environnement. Le Président du Conseil Régional a été chargé d'aviser directement la C. E. E..

Le CHOIX POLITIQUE du 12 MARS EST CAPITAL pour la FRANCE

Ou bien vous approuvez le but final de l'opposition du programme commun qui malgré les dénégations naïves ou insincères du PS et du MRG est **l'établissement du collectivisme marxiste** qui se traduira fatalement par **la perte de nos libertés** (liberté de la presse, liberté d'entreprise, liberté de l'enseignement etc...) **et l'étatisation des terres.**

Ou, au contraire vous empêcherez que la France sombre dans l'aventure.

Je m'adresse à vous mes chers compatriotes, Gaullistes Républicains, Centristes, Radicaux et Démocrates Socialistes **qui venez de soutenir l'œuvre commune.**

Je m'adresse à vous Socialistes qui refusez en conscience **les inexorables conséquences du Programme Commun.**

Votez pour les idées de liberté et de justice que j'incarne.

Pour le courant social et humaniste que seul je représente ici dans ce débat.

Jean-Marie COMMENAY

Je m'associe de tout cœur et de toute mon énergie à l'appel de mon fidèle ami Jean-Marie COMMENAY.

Raymond LAFENÊTRE

Remplaçant éventuel - Maire et Conseiller Général de Geaune

VU : LES CANDIDATS.

castay impr. aire